

# En ROUTE pour la METAMORPHOSE



## « CONSTRUIRE LES COMMUNS ET LE POUVOIR HABITANT »

Lancé en 2019, Nantes en Commun est un mouvement municipaliste de réappropriation de la ville de Nantes par et pour ses habitant·e·s. Basé sur les principes de justice sociale et d'écologie populaire, le mouvement participe à la construction de communs autour des besoins fondamentaux tels que l'alimentation, l'énergie ou encore la convivialité. Engagées à la fois au sein des luttes écologiques et sociales du territoire et dans le champ institutionnel, les stratégies du mouvement dessinent de nouvelles voies et d'autres récits autour du pouvoir d'agir habitant.

Dans cet entretien réalisé en 2022, extrait du livre *Donnons vie aux utopies*, **Margot Medkour** et **Clément Barailla** reviennent sur la création du mouvement Nantes en Communs et leur projet politique. Il et elle nous partagent ainsi comment la création de contre-institutions populaires autogérées et leur participation aux élections municipales pour se saisir de ces institutions comme d'un levier pour des transformations sociales profondes, permet la construction d'une approche complémentaire.

\*

### Bonjour à vous deux, pouvez-vous vous présenter ?

Clément : Je m'appelle Clément Barailla. Un de mes intérêts c'est la question de l'auto-organisation, comment faire ensemble de manière démocratique ? Et la question de la démocratie radicale, comment on tend vers de l'autogestion intégrale au niveau social ?

Margot : Je m'appelle Margot Medkour, je suis militante de l'éducation populaire. On a créé avec Clément le Mouvement du 10 novembre, un mouvement local d'éducation populaire. A partir de là, on a lancé en janvier 2019 le mouvement politique de réappropriation de la ville « Nantes en Commun » (NEC).

## **Quel est votre projet politique ?**

Clément : On s'est constitué en étant à la fois contre les politiques en cours et « pour » un autre projet. On est anticapitalistes, mais en l'affirmant vis à vis de la politique urbaine menée : la place de la publicité dans la ville, les grands projets urbains, la captation du pouvoir par les promoteurs et les élus. On a créé une ligne de clivage entre nous, les habitant·e·s qui vivent la cité, et les investisseurs qui font de la ville une marchandise et ont un intérêt à louer des logements plus chers.

Margot : Nous nous revendiquons de l'écologie populaire, avec une vision de l'écologie telle que définie par André Gorz et Ivan Illich. Une écologie populaire qui ne soit pas un capitalisme vert ou une écologie technocrate, mais réappropriée par les gens. L'écologie populaire que nous défendons procède d'une remise en question collective de nos modes de vie, qui est nécessairement anticapitaliste. Nous n'avons pas le choix : nous sommes obligé·e·s de faire une « transition », de changer de modèle. Ce qu'on affirme, c'est que ça peut être hyper cool de reprendre la main sur nos modes de vie qui sont décidés pour nous et hors de nous, et de se les réapproprier en respectant les limites de la planète !

## **Votre projet est aussi basé sur les communs, pouvez-vous nous expliquer comment vous vous rapportez à cet enjeu ?**

Clément : On s'inscrit dans une stratégie communaliste en s'inspirant de l'approche de Murray Bookchin. On voit les « communs » comme des institutions populaires ou des « contre-institutions » autour de bases matérielles partagées. On essaie de créer des institutions collectives en définissant nos règles par nous-mêmes, par exemple autour de notre café le Chapeau Rouge. On parle de « communs sociaux » pour désigner les initiatives à destination d'autres habitant·e·s, qui peuvent d'abord pousser la porte pour boire un café et qui ensuite rentrent dans la communauté et font institution avec nous. Nous voudrions reproduire cette logique un peu partout autour de parcs, de lieux de vie, avec l'idée qu'on pourrait tout gérer comme ça au niveau de la ville.

Margot : On parle de communs et d'autonomie avec une approche « fractale ». On cherche à construire l'autonomie à toutes les échelles : au niveau de la rue, du quartier, de la commune, de la ville, etc. Ce terme d'autonomie renvoie à deux sens : l'autosuffisance matérielle et l'autonomie politique, c'est à dire décider collectivement de ses propres règles. L'idée c'est d'être radical et sympa ! Apporter des trucs radicaux, sans forcément mettre en avant des mots qui font peur. En apportant des nouvelles idées et des nouveaux slogans, y compris humoristiques, comme par exemple « Pizza gratuite et réappropriation des moyens de production » !

## **Une des premières actions de Nantes en Commun a été de réaliser des enquêtes populaires sur les enjeux locaux : pourquoi et comment ?**

Clément : Comment on passe d'un sentiment de passivité et d'impuissance à la sensation de pouvoir agir pour transformer le monde ? Une des clés de la capacité d'agir c'est d'être capable de penser, discuter et s'organiser ensemble. Capacité d'agir personnelle et collective sont indissociables, car on a une incapacité à vivre différemment dans le capitalisme autant qu'une impuissance politique collective à le renverser.

Plus on parle de problèmes lointains plus on se sent impuissant à agir. La « crise climatique » peut être très déprimante et créer du découragement. Mais agir concrètement à partir de là où on vit, permet de retrouver une prise. On l'a bien vu avec la victoire de Notre-Dame-des-Landes en janvier 2018, à partir d'une lutte puissamment ancrée dans un territoire ! Comment retrouver une capacité d'agir collective pour se réapproprier notre ville ?

Margot : Notre projet politique est basé sur l'idée de « réappropriation », qui rend plus compréhensible le terme de « commun ». Les enquêtes populaires en posent une première base. Elles étaient initiées à partir d'une orientation politique : comment on se réapproprie la ville ? Comment on fait de Nantes la ville de l'écologie populaire et des communs ? Pour commencer, on se saisit de sujets politiques en partant de vécus et de savoirs concrets. Quand on met autour d'une table des personnes qui parlent d'énergie, de logement, tout le monde a une expérience très concrète : le coût de la facture, la hausse des loyers... A partir de ça, on distingue des enjeux, on fait des diagnostics, on repère s'il y a des exemples inspirants. Puis on fait des propositions concrètes qui peuvent être à la fois portée au sein des institutions, mais aussi en dehors, par nous-mêmes ! Pendant toute l'année 2019, on a mené des enquêtes populaires approfondies sur une dizaine de thématiques centrales (logement, alimentation, transport, énergie, santé, culture, éducation, etc.), et une vingtaine d'autres sur des sujets plus précis (numérique, vélo, publicité, déchets, eau, etc.).

## **Après ces enquêtes populaires, vous avez décidé de participer aux élections municipales de 2020 : pourquoi ?**

Margot : Beaucoup de gens sont venus à Nantes En Commun en étant plutôt contre le système électoral comme moyen d'action politique. Le processus d'enquête nous a fait découvrir à quel point on pouvait faire des choses si on se saisissait du levier institutionnel local. La deuxième chose, c'est qu'on constate un discrédit énorme des institutions. On a parfois l'impression qu'elles ne servent plus à rien à part le pouvoir répressif. On s'est dit qu'on voulait « refaire institution » en partant de l'existant.

Le troisième enjeu, c'est le poids des élections dans notre pays. Même si les mouvements sociaux sont de plus en plus forts, les élections locales permettent de donner une visibilité à notre volonté de repolitiser des enjeux locaux présentés comme « techniques ». Bien souvent, il s'agit pourtant de l'application concrètes – par des élu·e·s de droite comme de gauche - de politiques néolibérales basées sur la concurrence, la standardisation, la métropolisation.

Clément : On a aussi senti une force et une attente impressionnante. La première rencontre en janvier 2019 les salles étaient bondées. On s'est dit : « c'est possible de créer un rapport de force autour des idées qu'on défend ! ». On a fait 9% aux élections municipales et entre 13% et 20% aux départementales. Quand il y a une masse non négligeable de personnes d'accord avec notre approche, alors qu'on vient de nulle part, on ne vient pas du sérail des anciens élus locaux, ça veut dire que ce qu'on fait c'est sérieux, ça donne de la force et ouvre des possibles.



## **Après les élections municipales, comment avez-vous mis directement en application, hors des institutions, votre projet de « réappropriation de la ville » ?**

Margot : Dès le départ on ne voulait pas juste être un mouvement électoraliste qui n'agit pas concrètement une fois les élections passées. On a voulu utiliser tous les modes d'actions à notre disposition. Le lendemain des élections, une vingtaine de personnes ont commencé à travailler à une application concrète de notre programme sur l'alimentation, l'énergie, etc.

Le café « Le chapeau rouge » a été notre premier « commun » à sortir en mai 2021. Ensuite il y a eu l'idée du fournisseur d'énergie local, Énergie de Nantes, pour créer un service public local de l'énergie qu'on pense comme un « service commun ».

Des chantiers sont en cours sur des terres agricoles sur 2 hectares pour amorcer une coopérative alimentaire, le projet « Commun Champ ». On a créé une école pour des jeunes déscolarisés, on a encore des chantiers pour en faire une université populaire. On a aussi présenté trois candidatures pour les départementales en 2021 : malgré l'abstention on a gagné plus de voix qu'aux municipales. On monte en puissance en montrant des exemples concrets de réappropriation de la ville. « Vous voyez ce qu'on fait déjà ? Si on a les institutions on pourrait accélérer ! »



Sur ces champs cultivés, c'est un modèle paysan qui se renforce et permet à tou-te-s d'avoir accès à une nourriture de qualité, produite localement.

### **Pourquoi l'ouverture du café collectif autogéré « Le Chapeau Rouge » est-elle si importante ?**

Clément : On revendique le fait d'avoir des lieux ouverts de convivialité dans la ville, car ils manquent. Pour nous le « café collectif » c'est la base : on veut en ouvrir partout ! Tout le monde peut aller au café et s'y rencontrer.

On l'a ouvert en mai 2021 et il sert aujourd'hui de base d'actions à de nombreux collectifs, que ce soit pour le climat, la justice sociale, les luttes locales, etc. C'est un lieu qui peut accueillir de nombreux projets de réappropriation, portés par Nantes en Commun ou d'autres collectifs. Le bar est tenu par des gens qui se relaient et s'inscrivent, ou par des coups de main. L'idée du commun c'est de responsabiliser chaque usager-e de prendre soin du lieu, ce qui ne va jamais sans friction évidemment.

C'est aussi un lieu de brassage entre différents collectifs qui agrège plein de gens du milieu militant nantais avec toutes ses complexités. Ça va des antifas jusqu'à des gens du cabinet de Johanna Rolland ! Notre leitmotiv c'est être radical et sympa. Si on ne peut pas être accessible et discuter on ne peut rien faire ! Autour d'une bière et d'un café on peut se rencontrer, parler avec tout le monde et envisager des possibilités d'actions communes.



## **Après le café, vous êtes en train de lancer le fournisseur d'énergie local « Energie de Nantes » ? Pourquoi avoir saisi l'enjeu de l'énergie ?**

Margot : L'énergie répond à plein de besoins fondamentaux, c'est très structurant et impressionnant : ça « fait sérieux ». Dans l'imaginaire de l'autonomie, faire pousser des patates c'est sympa mais faire tourner des centrales c'est autre chose. Ça veut dire que c'est vraiment possible de changer la donne ! L'énergie c'est la base du système capitaliste, de la révolution industrielle. La crise écologique est liée à la question énergétique. Et pourtant, c'est une « boîte noire » avec un système énergétique très centralisé et « technicisé », à l'image du nucléaire. Il y a donc un gros enjeu à se le réapproprier.

Clément : Suite à notre première enquête populaire qui a agrégé une trentaine de collectifs du milieu de l'énergie nantaise on a proposé le lancement d'un fournisseur d'énergie habitante. Le fournisseur, c'est le côté visible pour les gens. C'est lui qui pilote en pratique la politique énergétique, en choisissant la production, le prix, les réponses à apporter aux personnes en situation de précarité. Et pourquoi pas en organisant une réduction de la consommation. Ce sont les adhérent·e·s et les personnes qui font vivre le fournisseur qui organisent et arbitrent cette politique énergétique, en partant de leurs besoins et donc des enjeux écologiques et sociaux.

## **Pouvez-vous nous expliquer un peu plus en détail votre conception de la démocratie ?**

Margot : A l'image du fournisseur d'énergie, du café ou du champ, on a besoin de communs concrets, de bases matérielles sur lesquelles exercer une démocratie réelle. Il n'y a pas d'un côté la démocratie qui concernerait les procédures de délibération et de décision, et de l'autre les bases matérielles de nos vies - logement, alimentation, énergie, culture. La démocratie c'est partout : ce n'est pas juste voter de temps en temps pour élire des représentant·e·s, ou discuter dans une assemblée un peu dans l'abstrait. Comment on retrouve collectivement des prises concrètes sur vos vies et nos moyens de subsistance ?

Clément : On ne peut pas s'abstraire d'une dimension économique et matérielle pour uniquement revendiquer une réappropriation démocratique. On voit la démocratie comme conflictuelle : se placer du côté des dominé·e·s et accepter une dimension de lutte face à l'oligarchie. « *Demos kratos* », c'est le pouvoir du peuple : nous entendons « *demos* » comme le peuple dominé, opprimé, et « *kratos* » comme la puissance réelle. Nous nous tenons du côté du pouvoir populaire, des gens dominés.

Margot : On réfléchit aussi beaucoup à l'idée de « démocratie des collectifs », aller au-delà d'une conception de la démocratie basés sur des individus délibératifs pour mettre en dialogue des collectifs affinitaires, des associations, et faire naître des communs.

## **Quelle est votre vision à cinq ans, l'horizon désirable de la « contre-mairie habitante » que vous appelez de vos vœux ?**

Margot : On conteste la pertinence et l'existence de certaines institutions. L'institution collective n'implique pas d'exercer une puissance supérieure s'imposant aux autres sous peine de mort, ou encore d'avoir le monopole de la violence légitime. Pour faire émerger ce double pouvoir, on veut créer une autre forme d'institution collective.



C'est ce qu'on résume par le terme « contre-mairie habitante » : une constellation d'organisations et d'institutions populaires, fonctionnant sur la base des communs avec des modalités plus démocratiques. D'ici 5 ans, on voudrait que ça se traduise par la réappropriation collective des logements, de l'énergie, de l'alimentation, de l'aménagement du quartier, des choses qui répondent à des enjeux très concrets. Est-ce qu'on conserve les dernières terres maraîchères en ville, qu'est-ce qu'on fait des grandes zones commerciales, qu'est-ce qu'on fait de notre hôpital, comment on utilise les bâtiments vides et les friches, qu'est-ce qu'on fait des voitures dans la ville ?

Clément : Notre objectif est de construire un modèle plus désirable, qui réponde à nos besoins fondamentaux. Un modèle différent de l'actuel, mais rassurant. Et donc d'ici cinq ans nous voulons disposer d'un fournisseur d'énergie qui nous fournit en énergie renouvelable produite localement, d'une coopérative alimentaire qui nous nourrit à partir de terres agricoles environnantes, de centres de santé pour se soigner, etc. L'idée c'est aussi de disposer d'une dizaine de lieux gérés en communs dans les quartiers. On voudrait parvenir à toucher assez directement au moins 30 000 habitant·e·s qui se retrouveraient dans cette « ville en commun(s) », et dans la « mutuelle des communs » que nous sommes en train de construire. Tout se nourrit et se renforce entre la construction des communs et du choix politique pour notre ville.

Nous nous inscrivons dans une stratégie communaliste visant à faire émerger un « double pouvoir » parallèle aux institutions étatiques. Un « pouvoir habitant » basé sur la démocratie directe et les communs, qui vient contester la légitimité du système étatique et représentatif, avec une autre source de légitimité politique qui est plus ancrée et plus démocratique. Le conflit entre ces deux pouvoirs et ces deux légitimités doit permettre une rupture et une transformation de la société. À l'échelle municipale, cela signifie que cette contre-mairie habitante devient l'institution qui prévaut, qui organise réellement la vie de la commune.

Margot : C'est un combat pour la légitimité. On veut créer des institutions qui s'appuient sur une légitimité populaire basée sur des assemblées d'habitant·e·s. Si je contribue à créer quelque chose, alors j'accepte que l'institution commune pèse sur moi, et qu'en retour je pèse sur elle. Aujourd'hui les institutions n'ont plus de légitimité aucune. C'est cela qu'on veut recréer à travers la création des communs.